

Le président colombien clarifie l'affaire des interceptions téléphoniques



La Havane, 6 juin, (RHC)- Le président colombien, Gustavo Petro, a précisé ce lundi qu'aucun membre de son gouvernement n'avait ordonné d'interceptions téléphoniques ou de perquisitions illégales.

Il n'a pas non plus accepté de chantage pour des postes ou des contrats publics, ni reçu d'argent pour sa campagne de la part de personnes liées à des trafiquants de drogue, ni manipulé des millions de dollars en dehors de ses comptes, a-t-il ajouté.

Les déclarations sur son profil Twitter interviennent au milieu d'un scandale déclenché par un article de la presse locale impliquant la chef de cabinet du président Petro, Laura Sarabia, et l'ambassadeur au Venezuela, Armando Benedetti, qui ont tous deux été suspendus.

Petro a rappelé que la revue Semana avait rendu publique toutes ses conversations dans Zoom pendant sa campagne électorale qu'une agence de renseignement du gouvernement d'Ivan Duque avait enregistrées illégalement.

"Ils n'ont jamais pu publier ne serait-ce qu'une minute dans laquelle j'ai dit quelque chose d'illégal ou d'irrégulier", a-t-il souligné.

Le président a souligné qu'avec la même sérénité avec laquelle on attendait les abondantes publications de Semana sur le sujet, il peut aujourd'hui affirmer, sur la base des informations que les lecteurs ont reçues de la même revue et d'autres médias, que : "Personne au sein du cabinet gouvernemental, de l'administration, de la police ou de la justice n'a été informé de l'existence de ces interceptions téléphones.

Source : Russia Today

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/324712-le-president-colombien-clarifie-laffaire-des-interceptions-telephoniques>



Radio Habana Cuba